

40126

Distr.:

LIMITÉE

ECA/FCIA.7/INR/WP/3

21 juillet 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE  
(CEA)

ORGANISATION DE L'UNITE  
AFRICAINNE  
(OUA)

ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES POUR LE  
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
(ONUDI)

Septième réunion du Comité des progrès  
de l'industrialisation en Afrique

Kigali (Rwanda), 24-27 novembre 1982

DIRECTIVES POUR LE LANCEMENT D' ACTIONS PRIORITAIRES AUX NIVEAUX  
NATIONAL ET SOUS-REGIONAL (1982-1984) EN VUE DE LA MISE EN  
OEUVRE DU PROGRAMME DE LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT  
INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION - - - - -	1 - 4
II. RESUME DES ACTIVITES SUCCESSIVES AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-REGIONAL - - - - -	4 - 6
A. Au niveau national - - - - -	4 - 5
B. Au niveau sous-régional - - - - -	5 - 6
III. ACTIVITES PREPARATOIRES AUX NIVEAUX NATIONAL ET MULTINATIONAL - - -	6 - 12
A. La notion d'industries clefs - - - - -	6 - 8
B. Identification de projets clefs - - - - -	8 - 10
C. Développement de capacités minimales pour la mise en oeuvre de projets et de programmes industriels, en particulier les industries clefs - - - - -	10 - 12

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
IV. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL DURANT LA PHASE PREPRATOIRE - - - - -	12 - 17
A. Choix des centres de liaison opérationnels - - - - -	12 - 13
B. Choix de l'expert recruté sur place et recrutement d'experts internationaux - - - - -	13
C. Organisation du Comité national de coordination - - - - -	13 - 14
D. Participation d'experts nationaux recruté dans chaque pays - - - - -	15
E. Vulgarisation de la Décennie et du plan national de développement industriel - - - - -	15
F. Organisation de séminaires nationaux - - - - -	15 - 16
G. Création de comités sous-régionaux - - - - -	16
H. Participation d'experts intergouvernementaux - - - - -	16 - 17
I. Publicité de la Décennie au niveau sous-régional - - - - -	17

DIRECTIVES POUR LE LANCEMENT D' ACTIONS PRIORITAIRES AUX NIVEAUX  
NATIONAL ET SOUS-REGIONAL (1982-1984) EN VUE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME  
DE LA DECEMNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

I. INTRODUCTION

L'objectif fondamental du Plan d'action de Lagos<sup>1/</sup> adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine est la réalisation d'un développement économique et social intégré autonome et auto-entretenu aux niveaux national et multinational visant à satisfaire les besoins essentiels des populations africaines. Le Plan met également l'accent sur la coopération économique aux niveaux sous-régional et régional comme moyen de réaliser cet objectif global. Ce principe d'autosuffisance et d'autonomie implique l'accroissement de la dépendance de la croissance économique à l'égard des stimulants de la demande intérieure et préconise l'utilisation de ressources locales à la fois matérielles et humaines pour satisfaire les besoins essentiels. <sup>2/</sup> En outre, pour être autosuffisant, les pays africains doivent développer et renforcer les moyens dont ils disposent (compétences, savoir-faire, expertise, etc.) pour s'occuper des divers aspects des projets industriels à savoir leur conception, leur identification, leur élaboration, leur évaluation et leur exécution ainsi que l'exploitation et l'évaluation des installations de production en tenant compte des infrastructures de traitement des déchets.

Le chapitre du Plan relatif à l'industrie, qui est le fruit des discussions qui ont eu lieu et des décisions qui ont été prises lors des quatrième et cinquième réunions de la Conférence des ministres africains de l'industrie organisées par la CEA, l'OUA et l'ONUDI, vise à assurer la fourniture de l'essentiel des facteurs de production industriels nécessaires au développement économique, en particulier à la production agricole, à l'emmagasinement et au traitement, aux transports et aux communications, à l'extraction et au traitement des minéraux ainsi qu'à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources énergétiques. En conséquence, l'accent est mis, dans ce chapitre, sur le développement de certaines industries clefs telles que la métallurgie, la chimie, la mécanique etc., étant donné que ces industries entretiennent souvent des relations efficaces avec d'autres secteurs de l'économie. <sup>3/</sup>

---

<sup>1/</sup> A/S - 11/14, Annexe I, paragraphes 3 (i), (ii), (v); 70; 258-263 et 265.

<sup>2/</sup> Ibid., paragraphes 77 - 79; 89 et 91.

<sup>3/</sup> Ibid., paragraphe 66.

A sa quatrième session, la Conférence des ministres africains de l'industrie a abordé les questions relatives à l'industrialisation de l'Afrique et a souligné la nécessité d'examiner les politiques et stratégies existantes en vue de les restructurer pour accélérer l'industrialisation de l'Afrique en se fondant sur les principes d'autosuffisance et d'autonomie. Dans ses conclusions, la Conférence a instamment demandé à la CEA, l'OUA et à l'ONUDI de convoquer un Colloque régional sur les politiques et stratégies industrielles, colloque qui s'est tenu en 1979 à Nairobi (Kenya). Le rapport du Colloque contient des recommandations sur les politiques et stratégies relatives notamment aux infrastructures appropriées, aux institutions, à la mise en valeur des ressources humaines et naturelles aux liens entre le développement agricole et industriel, à l'investissement, à la commercialisation et à la coopération.

A sa cinquième session, tenue en novembre 1979 à Addis-Abeba (Ethiopie), la Conférence des ministres africains de l'industrie a, dans sa résolution 4 (V), notamment approuvé toutes les recommandations du Colloque et prié le Secrétaire exécutif de la CEA, le Secrétaire général de l'OUA et le Directeur exécutif de l'ONUDI de prendre des mesures appropriées pour que la période 1980-1990 soit proclamée Décennie du développement industriel de l'Afrique. Cette recommandation relative à la proclamation de la Décennie a reçu l'appui de la troisième Conférence générale de l'ONUDI tenue en février 1980 à New Delhi. A la suite de son approbation par le Sommet économique de l'OUA tenu en mai 1980 à Lagos, l'Assemblée générale des Nations Unies a, dans sa résolution 35/66 B de décembre 1980, approuvé la recommandation proclamant la période 1980-1990, "Décennie du développement industriel de l'Afrique".

Faisant suite à la résolution de l'Assemblée générale, des propositions pour la formulation et la mise en oeuvre du programme de la Décennie, également fondées sur les deux principes inséparables d'autosuffisance et d'autonomie, ont été préparées par les experts intergouvernementaux africains lors d'une réunion tenue du 17 au 24 octobre 1981 à Addis-Abeba par sa résolution 1 (VI) adoptée à sa sixième session tenue du 23 au 25 novembre 1981, la Conférence des ministres africains de l'industrie a fait siennes ces propositions qui ont été adoptées par la Conférence des ministres de la CEA dans sa résolution 442 (XVII) à sa huitième réunion tenue du 27 au 30 avril 1982 à Tripoli et par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI en mai 1982 à Vienne.

Les propositions soulignent à nouveau l'approche intégrée portant sur différentes activités industrielles et activités connexes, en tenant compte de l'interdépendance de ces dernières. Elles insistent à nouveau sur le développement d'industries clefs dans les domaines de la métallurgie, de la chimie, de la mécanique et dans d'autres secteurs qui, grâce à un entraînement en amont et en aval, sont en mesure de créer une infrastructure industrielle de base susceptible de stimuler le développement d'autres industries et d'accélérer la croissance et le développement socio-économique. Dans certains cas, lorsqu'il s'agit d'industries à forte intensité de capital et d'énergie, utilisant une technologie complexe et perfectionnée et permettant de réaliser des économies d'échelle, il est recommandé de développer ces industries aux niveaux multinational et sous-régional.

Etant donné les structures socio-économiques, les niveaux de développement et l'insuffisance de ressources financières et humaines prévalant aujourd'hui en Afrique, aucun pays n'est en mesure de mettre en oeuvre, à lui seul, l'ensemble du programme de la Décennie, ce qui signifie que certaines industries clefs devront être créées aux niveaux multinational et/ou sous-régional. En outre, bon nombre de pays disposent de plans et de programmes nationaux qui ont été adoptés par leurs organes législatifs et qui, actuellement, orientent les modèles d'industrialisation. Ce qui est, par conséquent, proposé dans les Directives du programme de mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique est que les Etats membres examinent et analysent, de façon critique, leurs plans et programmes d'industrialisation et déterminent le meilleur d'incorporer les objectifs, politiques, projets et programmes de la Décennie dans leurs politiques, plans et programmes nationaux de développement industriel.

L'objectif de ces Directives sur les activités préparatoires du programme de la Décennie du développement industriel est de donner aux Etats membres une idée plus claire des implications du programme en procédant:

- a) l'inventaire des structures industrielles existantes en matière d'organisation, de disponibilité et de sources de matières premières, d'énergie, de technologie et de moyens matériels et humains y compris des mesures en vue d'étudier les industries malades et d'améliorer leur efficacité et leur capacité;
- b) l'identification, à la formulation, à la promotion et à la mise en oeuvre de projets et d'autres activités, en particulier les projets et programmes essentiels qui sont fondés sur les objectifs du programme de la Décennie afin de veiller à ce que la voie menant à une industrialisation autoentretenue soit bien tracée sur le continent africain;
- c) à l'évaluation et à l'identification des capacités technologiques et de la main-d'oeuvre disponible particulièrement aux niveaux des cadres intermédiaires, cadres de gestion, (ingénieurs, techniciens et artisans) afin de réduire la dépendance des pays à l'égard des facteurs de production extérieurs;
- d) à l'évaluation des besoins en matière de formation et d'institutions et à la détermination des moyens de les satisfaire;
- e) à la mobilisation de ressources financières intérieures et extérieures en mettant, si possible, l'accent en particulier sur des approches sous-régionales et régionales;
- f) à l'identification et à la création de complexes industriels multinationaux intégrés auxquels un grand nombre d'Etats membres ont donné un rang de priorité élevé et qui, en raison de leurs caractéristiques et de leurs implications financières ne peuvent être créés par un seul pays.

En raison du temps relativement court disponible pour élaborer ces Directives, il est peu vraisemblable que celles-ci couvrent toutes les implications possibles de la mise en oeuvre du programme de la Décennie aux niveaux national, sous-régional et régional. Dans ces conditions, les Etats membres sont donc priés d'examiner individuellement et collectivement les implications des diverses activités de la phase préparatoire du programme de la Décennie, y compris les propositions visant à créer des mécanismes pour entreprendre des actions et coordonner les activités préparatoires nécessaires aussi bien à la formulation des programmes qu'à leur mise en oeuvre, notamment des centres de liaison opérationnels et des comités polyvalents. Grâce à ces mécanismes on pourrait étudier d'autres aspects organisationnels comme ceux relatifs à la vulgarisation de la Décennie et à la détermination du rôle qui incombe aux experts nationaux.

## II. RESUME DES ACTIVITES SUCCESSIVES AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-REGIONAL

### A. Au niveau national

1. désignation d'un expert recruté sur place pour aider les pays membres à lancer des activités au niveau national;
2. création d'un centre de liaison opérationnel pour servir de secrétariat à la Décennie du développement industriel de l'Afrique;
3. formation et désignation des membres du Comité national de coordination;
4. organisation d'un séminaire (y compris des réunions d'information organisées par le comité mixte intersecrétariats CEA/OUA/ONUDI) à l'intention des membres du centre de liaison opérationnel et du comité national de coordination;
5. sélection et attribution de la préparation des documents de travail aux experts nationaux par le comité national de coordination;
6. organisation par le comité national de coordination d'une série de réunions pour discuter des diverses questions et orienter le travail des experts nationaux;
7. organisation par le comité national de coordination de séminaires nationaux en vue d'incorporer le programme de la Décennie dans le plan national de développement industriel en examinant les rapports préparés par les experts nationaux sous la direction du comité national de coordination et avec l'aide d'experts internationaux en cas de besoin;

8. adoption par le gouvernement, du plan national de développement industriel réajusté;
9. publication par le centre de liaison opérationnel du plan national de développement industriel;
10. identification des besoins spécifiques en matière de planification, d'utilisation et de formation de la main-d'oeuvre ainsi que de mise en place des institutions;
11. participation à la direction et au contrôle de l'assistance à fournir par le Comité mixte en matière de main-d'oeuvre et de mise en place des institutions;
12. mobilisation des ressources financières des autres ressources en vue de la mise en oeuvre du plan.

B. Au niveau sous-régional

1. création de comités sous-régionaux comprenant des représentants des Etats membres, d'organisations intergouvernementales et d'institutions sous-régionales/multinationales de financement et de R-D;
2. mise sur pied d'une équipe d'experts intergouvernementaux par les comités sous-régionaux avec une représentation semblable à celle des comités sous-régionaux;
3. visites dans les pays membres de l'équipe d'experts intergouvernementaux pour recueillir des suggestions concernant l'exécution de projets multinationaux;
4. organisation de réunions sous-régionales de l'équipe d'experts intergouvernementaux pour étudier les suggestions relatives à l'exécution des projets multinationaux recueillies lors de leurs visites et à partir des programmes des organisations intergouvernementales et des MULPOCs;
5. organisation de séminaires sous-régionaux ouverts aux représentants des organisations non-gouvernementales, aux pays membres, à l'équipe des experts intergouvernementaux, aux experts internationaux et aux représentants de l'OUA, de l'ONUDI et de la CEA pour discuter des projets sous-régionaux;

6. présentation des rapports des séminaires sous-régionaux, pour adoption, selon la répartition suivantes:
  - le rapport de l'Afrique de l'Ouest au Conseil des ministres de la CEDEAO,
  - le rapport de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe au Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka,
  - le rapport de l'Afrique du Centre au Conseil commun des ministres de l'UDEAC et de la CEPGL,
  - le rapport de l'Afrique du Nord au Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de Tanger.
7. vulgarisation des rapports des séminaires sous-régionaux et de la Décennie en utilisant les documents préparés par des consultants et par les comités sous-régionaux;
8. aider le Comité mixte à s'acquitter de sa tâche d'assistance en matière de main-d'oeuvre et de mise en place des institutions.

### III. ACTIVITES PREPARATOIRES AUX NIVEAUX NATIONAL ET MULTINATIONAL

#### A. La notion d'industries clefs

Aussi bien dans le Plan de Lagos que dans le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, les industries prioritaires identifiées sont les industries de base (métallurgiques, mécaniques et chimiques) qui fournissent les facteurs de production essentiels et stratégiques à l'industrie et aux autres activités économiques, en particulier à l'alimentation et à l'agriculture, secteur qui a reçu la plus haute priorité. Comme il est pratiquement impossible qu'un seul Etat membre développe, en même temps, toutes les industries prioritaires, chaque Etat membre ou chaque groupe d'Etats membres devrait choisir les industries dites clefs qui revêtent la plus haute priorité et sont caractérisées par une combinaison des éléments ci-après ou l'un de ces éléments:

- a) liens importants avec l'industrie et d'autres secteurs économiques, en particulier l'agriculture, l'exploitation minière, le transport, le bâtiment et la construction et l'énergie;
- b) contribution à la mise en place d'une base industrielle autosuffisante et autonome;



- c) contribution à la réduction de la dépendance à l'égard des facteurs de production extérieurs;
- d) possibilité d'acquérir des devises qui seront utilisées pour développer d'autres secteurs.

Deux catégories d'industries clefs sont identifiées dans les directives en question: industries mécaniques et industries à base de ressources disponibles sur place. La première catégorie porte sur une association de deux ou plusieurs des éléments suivants, à savoir la fonderie, la forge, le traitement à chaud, les ateliers de mécanique, les ateliers d'outillage, les ateliers de fabrication et les installations de revêtements métalliques. Du fait que la production de cette industrie clef qui comprend des outils à main, des instruments et du matériel aratoires, du matériel de transport, d'autres produits mécaniques ainsi que certaines pièces détachées est utilisée dans toutes les activités économiques, elle constitue une industrie de base sans laquelle la réalisation des deux objectifs d'autosuffisance et d'autonomie du Plan d'action seront difficilement atteints. A cet égard, il convient de noter que le manque de pièces détachées (par manque de devises et en raison de ruptures d'approvisionnement de la part des fournisseurs) devient de plus en plus la cause principale de la fermeture ou de la sous-utilisation des capacités des usines existantes. En raison de ce dangereux état de fait, bon nombre de pays africains n'ont d'autre choix que de concevoir une association des installations susmentionnées en fonction de leur degré de développement économique.

La deuxième catégorie d'industries clefs concerne les industries fondées sur l'utilisation des ressources du pays, en particulier les ressources en matières premières et en énergie, en tenant compte également de la nécessité de veiller à la préservation et à la bonne gestion desdites ressources de façon à assurer une production soutenue, ce qui donne à un pays ou un groupe de pays donné des avantages évidents par rapport à d'autres pays situés dans les mêmes régions et/ou en dehors de celles-ci. Dans les cas où des pays du même groupe ont des ressources semblables et/ou complémentaires, ils doivent combiner leurs efforts pour exploiter les avantages relatifs en résultant. Parmi les exemples d'industries clefs fondées sur les ressources disponibles sur place on peut citer: la fabrication de produits sidérurgiques et mécaniques à partir de minerai de fer et du charbon cokéifiable ou du gaz naturel du pays; d'engrais et de produits chimiques apparentés à partir du phosphate et du gaz naturel du pays; de textiles à partir du coton du pays; de pâte et de papier et de produits apparentés du bois du pays; ainsi que les industries à forte intensité d'électricité telles que l'aluminium, le cuivre, le fer (four de réduction), le ferrochrome, le ferromanganèse, le magnésium, le zinc, ammoniac

(à partir de l'hydrogène électrolytique), le carbure de calcium, l'acide phosphorique (électrothermique), la soude caustique/chlore et les chlorates de sodium et de potassium lorsque de l'énergie à relativement bon marché est disponible.

## B. Identification de projets clefs

### 1. Au niveau national

Les mesures qui doivent être prises au niveau national pour l'identification et le choix des industries clefs pour le programme national comportent notamment:

- a) l'étude de la structure industrielle du pays;
- b) l'évaluation des ressources (matières premières, énergie, main-d'oeuvre, ressources financières, etc.) du pays;
- c) l'identification des écarts entre l'offre et la demande de produits pouvant être fabriqués à partir des ressources locales mentionnées au b) ci-dessus;
- d) l'étude du plan national industriel, s'il en existe un, en vue d'indiquer clairement les éléments qui sont incompatibles avec le programme de la Décennie et de mettre l'accent sur les éléments conformes aux industries clefs du pays;
- e) l'étude des installations de production existantes, en particulier celles souffrant d'un suréquipement, dans le but de déterminer leur compatibilité avec les objectifs et le programme de la Décennie ainsi que leurs liens avec les industries connexes, particulièrement les industries clefs;
- f) l'analyse critique des industries clefs existantes ou des industries pouvant servir de base à des industries clefs, y compris l'évaluation des besoins en pièces détachées (pour l'agriculture, les transports et les activités industrielles les plus courantes) pouvant être fabriquées par les industries clefs mécaniques;
- g) l'étude des suggestions de projets nationaux, des projets et de l'extension prévue des installations de production existantes;

- h) l'identification de nouveaux projets et la modification des projets existants découlant des échanges intersectoriels et intrasectoriels;
- i) la classification des projets essentiels identifiés, en faisant la distribution entre ceux qui sont essentiellement nationaux et ceux qui ont besoin d'une action collective au niveau sous-régional ou multinational;
- j) le réexamen des données des contrats des investisseurs étrangers qui, laissés à eux-mêmes, pourraient orienter leurs investissements vers des projets incompatibles avec la stratégie de base ou même préjudiciables à celle-ci.

## 2. Au niveau sous-régional

L'identification et la sélection de projets essentiels pour un programme sous-régional comporteraient la tenue d'une ou de plusieurs réunions d'experts chargées d'examiner les projets multinationaux présentés par certains Etats membres ainsi que par leurs organisations intergouvernementales. La sélection des projets essentiels multinationaux serait fondée sur les critères suivants:

- a) le projet devra utiliser des facteurs de production additionnels des pays membres si tous les facteurs nécessaires ne sont pas disponibles dans le pays hôte;
- b) il devra fournir des biens intermédiaires qui seront ultérieurement traités, fabriqués ou assemblés dans les Etats membres;
- c) il devra favoriser la coopération industrielle entre les Etats membres;
- d) il devra permettre au pays d'acquérir une capacité d'exporter en dehors de la région s'il est soutenu par une action collective;
- e) il devra avoir une capacité pouvant satisfaire sur une période de cinq à dix ans la demande du marché d'un groupe de pays de la sous-région;
- f) il devra être en mesure de fournir des produits compétitifs sur le marché mondial ou susceptibles de concurrencer des produits similaires importés de pays n'appartenant pas à la région, en raison des économies d'échelle qu'il est possible de réaliser grâce aux dimensions multinationales du projet.

C. Développement de capacités minimales pour la mise en oeuvre de projets et de programmes industriels, en particulier les industries clefs

Durant la phase préparatoire, les deux activités principales suivantes seront menées: l'incorporation du programme de la Décennie dans le plan national de développement industriel et le lancement d'une action en vue de la mise en valeur des capacités nationales essentielles à la mise en oeuvre du plan. Le développement des capacités nécessite l'évaluation des lacunes constatées dans la capacité de mise en oeuvre et la préparation d'un programme pour combler les insuffisances identifiées dans les domaines suivants:

1. Au niveau national

- a) la planification sectorielle qui nécessitera la formation d'un noyau de techniciens de haut niveau dans les diverses branches industrielles choisies dans le cadre du développement;
- b) la planification des projets:
  - i) préparer, évaluer et promouvoir les études de préinvestissement;
  - ii) préparer, évaluer et négocier les cahiers de charges, les appels d'offres et les contrats;
  - iii) se procurer du matériel, des techniciens ainsi que des services de gestion et de consultants;
  - iv) identifier des sources de matières premières industrielles et de biens intermédiaires;
  - v) assurer la planification et la gestion financières pour la mise en oeuvre de projets;
- c) la planification de la main-d'oeuvre en tenant pleinement compte des femmes, en particulier pour les projets industriels essentiels;
- d) la planification et la mise en valeur de sources d'énergie, en particulier pour les projets industriels essentiels;
- e) la mobilisation de ressources financières, en particulier pour les programmes industriels essentiels (cela comprendra l'étude de mesures, en particulier pour l'adoption d'une politique fiscale efficace, pour la préservation des ressources financières et la mobilisation de ressources intérieures et extérieures);

- g) l'amélioration de la circulation et de l'interprétation des informations sur divers aspects importants des activités industrielles;
- h) la coordination des activités du programme de la Décennie entre divers ministères, agents de production et de distribution, etc.;

L'efficacité du mécanisme gouvernemental d'attributions de ressources et de réglementation des agents de la production industrielle devrait être évaluée. On devrait accorder une attention particulière à la rétroaction entre le ministère de l'industrie et les ministères et institutions gouvernementales responsables de domaines tels que l'agriculture, les échanges et le commerce, les mines et l'exploitation minière, les transports et les communications, les politiques monétaires et fiscales, les services statistiques et la recherche industrielle.

Au niveau sectoriel, il importe que le Ministère de l'industrie, les institutions industrielles semi-publiques et autres soient organisés et dotés de personnel de façon à favoriser la spécialisation et la complémentarité. Le Ministère de l'industrie devrait ainsi poursuivre une politique de collaboration harmonieuse avec les autres ministères et organismes gouvernementaux et il importe de tenir compte du caractère complémentaire de leurs activités.

## 2. Au niveau sous-régional

Le développement de capacités nationales augmentera automatiquement les capacités collectives au niveau sous-régional. Cependant certaines des principales actions nationales destinées à développer les capacités nationales peuvent être réalisées plus efficacement dans un cadre multinational; c'est le cas de l'achat de matières premières et de la production d'énergie, de la formation de main-d'oeuvre technique et administrative et de la mobilisation de fonds d'investissement.

Les Etats appartenant à une sous-région donnée devraient entreprendre ensemble les activités suivantes en vue développer les moyens dont ils disposent pour mettre en oeuvre le programme de la Décennie:

- a) l'organisation de la planification de la main-d'oeuvre et de l'énergie, la formation au niveau sous-régional dans le domaine de la planification sectorielle, planification des projets, évaluation du mécanisme gouvernemental pour le développement industriel et mobilisation financière en vue du développement industriel;

- b) regroupement des installations de formation au niveau national, en particulier pour la planification et la restructuration du système d'enseignement, la formation de formateurs et la formation de cadres industriels spécialisés;
- c) organisation de séminaires/réunions sous-régionaux pour entreprendre la réalisation de projets multinationaux;
- d) organisation de consultations en vue d'acquérir des matières premières industrielles et de l'énergie, de développer le commerce et d'assurer le financement nécessaire;
- e) renforcement des mécanismes régionaux existant pour l'échange d'informations sur la technologie et les questions connexes, y compris les modalités régissant les contrats et l'acquisition commune de technique;
- f) promotion d'associations sous-régionales de producteurs et de distributions pour chaque produit industriel important ou groupe de produits devant faire l'objet d'échanges entre les pays concernés.

#### IV. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL DURANT LA PHASE PREPARATOIRE

##### A. Choix des centres de liaison opérationnels

La mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel exigera, de la part des gouvernements africains, d'importants efforts au cours de la phase préparatoire 1982 - 1984, notamment une étude des principales politiques de développement industriel au niveau national et l'adoption de politiques pour la promotion de la coopération industrielle sous-régionale. Afin d'assurer le fonctionnement harmonieux de l'ensemble des politiques et programmes de développement industriel un centre de liaison opérationnel pour la coordination de la mise en oeuvre du programme de la Décennie au niveau national devrait être installé au cabinet du Président ou du premier Ministre, selon le cas. L'emplacement du centre devrait être déterminé de façon à lui permettre d'acquérir plus facilement un caractère multisectoriel et multidisciplinaire et d'exercer également une influence considérable en matière de coordination des politiques ce qu'il ne pourrait pas faire s'il était situé dans un ministère sectoriel particulier. Le centre de liaison opérationnel devrait cependant entretenir des relations particulières avec le ministère responsable du développement industriel.

Le centre aura les principales fonctions suivantes:

- a) jouer le rôle de secrétariat du Comité national de coordination;
- b) s'occuper du travail quotidien relatif à la Décennie et assurer la liaison avec les organisations de coordination (CEA, OUA et ONUDI) et d'autres organismes créés aux niveaux sous-régional et régional pour la mise en œuvre du programme de la Décennie.

B. Choix de l'expert recruté sur place et recrutement d'experts internationaux

Un expert recruté sur place qui sera nommé par le centre servira au début de lien direct avec le Comité mixte intersecrétariats CEA/OUA/ONUDI au niveau national et aidera le gouvernement à établir le Comité national de coordination et à exécuter ses activités durant la phase préparatoire. Cet expert devrait avoir de l'autorité, être très ouvert, très expérimenté et en mesure de coordonner les activités, être également compétent en matière de planification et de mise en œuvre de projets industriels et cela au fait des liens que ces projets entretiennent avec d'autres secteurs en particulier ceux de l'agriculture, des ressources naturelles, du transport et de l'énergie.

Pour les activités spécifiques nécessitant des connaissances particulières, le Comité mixte, recrutera, à la demande de l'expert, des consultants internationaux. Ces consultants seront recrutés pour entreprendre des études dans des domaines qui seront identifiés par le Comité national de coordination. Celles-ci nécessitent des connaissances dont le Comité national ne dispose pas et que les experts nationaux mentionnés ci-après ne possèdent pas. Les définitions d'emploi et fonctions de ces consultants seront déterminées sur la base du caractère particulier de la demande présentée par le Comité mixte par l'intermédiaire du Centre de liaison opérationnel.

C. Organisation du Comité national de coordination

L'expert recruté sur place aidera le Centre de liaison à mettre sur pied, le Comité national de coordination dont les membres devraient être choisis sur une base multisectorielle et multidisciplinaire et qui à leur tour choisiront leur propre président pour assurer la direction des réunions du Comité national et de ses séminaires nationaux. Le Comité national <sup>4/</sup>devrait se composer de représentants très qualifiés originaires des organismes suivants:

- a) Ministère de l'industrie, de la planification, de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'énergie, des finances, des transports et communications, de l'éducation et du commerce;

---

<sup>4/</sup> Voir également: Modalités de mise en œuvre du programme (ECA/IDD.1/INR/WP.4)

- b) organismes semi-publics travaillant dans le domaine du développement industriel, notamment ceux s'occupant d'investissements, de main-d'oeuvre, de R-D, de technologie, de commerce et de commercialisation, d'énergie, de mise en valeur des ressources en eau, d'alimentation, de services financiers et de consultants;
- c) principales entreprises des secteurs public et privé;
- d) petites unités industrielles;
- e) organisations de promotion et d'appui;
- f) universités, établissements supérieurs d'enseignement technique et autres;
- g) organisations de consultations privés;
- h) principaux organismes économiques, commerciaux et politiques et autres organismes concernés, chambres de commerce et d'industrie, organisations professionnelles, associations d'industriels etc.

Les principales fonctions du Comité national consistent à:

- a) assurer la direction et l'orientation d'ensemble en incorporant le programme de la Décennie aux programmes nationaux et sous-régionaux;
- b) familiariser les divers départements ministériels, ainsi que les sociétés publiques, semi-publiques et privées et les personnes intéressées, au niveau national, avec l'objet, les buts, les objectifs et les incidences du programme de la Décennie;
- c) agir comme organe consultatif et aider le gouvernement à la formule, mettre en oeuvre et contrôler le programme de la Décennie du développement industriel au niveau national. A cet égard, le Comité national devrait élaborer un document à soumettre à l'approbation du gouvernement, document qui décrirait brièvement les éléments du programme de la Décennie et ce que coûtera leur mise en oeuvre aux niveaux national et multinational.



D. Participation d'experts nationaux recrutés dans chaque pays

- a) travailler avec le Comité national sur des rapports techniques relatifs au réajustement du plan national de développement industriel;
- b) fournir, à sa demande, au Comité mixte intersecrétariats CEA/OUA/ONUDI des informations complémentaires sur le pays.

E. Vulgarisation de la Décennie et du plan national de développement industriel

Le plan national ne chercherait pas seulement un soutien public au profit de la Décennie mais s'efforcerait également de susciter une modification dans les programmes et de lancer de nouvelles initiatives.

Les éléments de publicité qui seront préparés par les consultants et fournis aux Etats membres devront être complétés par des documents propres aux conditions du pays concerné. La préparation de ces documents relèvera au Comité national et comprendrait la traduction des éléments disponibles dans les langues locales et la préparation d'éléments de publicités fondés sur le plan national de développement industriel réajusté.

F. Organisation de séminaires nationaux

Avec l'aide de l'expert recruté sur place, le Comité national organisera des séminaires nationaux et des séances d'échanges d'idées sur les éléments du programme de la Décennie devant être incorporés dans un plan national de développement industriel réajusté. Les membres du Comité national seront responsables de la conception et de la préparation de documents de travail sur des sujets et activités décrits dans ces Directives pour les séminaires. Certains de ces documents portent sur des propositions concrètes destinées à aider le pays à faire revivre ses industries existantes, à faire l'examen, le diagnostic et l'analyse de la structure industrielle nationale existante, à évaluer les ressources naturelles, à examiner et identifier les projets essentiels nationaux et multinationaux et à évaluer les capacités et moyens intérieurs. D'autres documents mettront l'accent sur des questions nationales considérées comme nécessaires au réajustement du plan national de développement industriel. Les membres du Comité national et les experts nationaux agiront comme animateurs des débats dans leurs domaines respectifs de compétence. Si cela s'avère opportun, le Comité national pourra choisir, en dehors de ses membres, un animateur de débats sur un sujet donné.

En résumé, les objectifs des séminaires sont les suivants:

- a) à court terme: réajuster le plan national de développement industriel sur la base des propositions faites par les membres du Comité national et les experts nationaux, examinées et mises au point au cours des séminaires et finalement approuvées par le gouvernement;
- b) à long terme: stimuler des activités dans les secteurs industriels et connexes et en surveiller l'évolution.

La participation aux activités des séminaires et à celles du Comité national de coordination devraient être la même.

#### G. Création de comités sous-régionaux

Ces comités, aidés par les organisations intergouvernementales, les MULPOC ou les centres de liaison opérationnels concernés comprenant des représentants des Etats de la sous-région, des représentants des organisations sous-régionales engagés dans l'intégration économique et des représentants sous-régionales financières et de recherche élaboreront le mandat des experts gouvernementaux et examineront les activités de ces derniers dont la tâche est d'étudier et d'intégrer les projets sous-régionaux. Le travail de ces comités serait facilité par l'organisation de séminaires sous-régionaux en vue de lancer l'intégration des projets multinationaux découlant des séminaires nationaux et ceux préparés par des organisations intergouvernementales africaines y compris les MULPOCs. Les rapports des séminaires sous-régionaux seront présentés aux réunions du Conseil des ministres des MULPOCs respectifs en vue de leur adoption.

#### H. Participation d'experts intergouvernementaux

Des experts intergouvernementaux seront chargés par les comités sous-régionaux:

- i) d'étudier les programmes d'industrialisation des organisations intergouvernementales engagées dans l'intégration économique au niveau de la sous-région;
- ii) de se rendre dans les Etats membres pour recueillir des informations sur les industries existantes et les propositions de projets nationaux pour des entreprises multinationales;

- iii) de discuter, avec les organisations compétentes y compris également celles participant à des projets sous-régionaux de formation de la main-d'oeuvre et des projets sous-régionaux financiers, de questions relatives à l'élaboration de projets industriels essentiels;
- iv) de préparer un projet de rapport sur l'intégration de projets essentiels multinationaux.

En cas de besoin, le Comité sous-régional demandera à l'ONUDI et à la CEA des services de consultants qui aideront les experts intergouvernementaux à préparer des projets essentiels sous-régionaux.

#### I. Publicité de la Décennie au niveau sous-régional

La campagne de publicité en vue vulgariser le programme de la Décennie parmi les Etats membres devrait être étendue aux organisations sous-régionales. Un moyen efficace d'y parvenir serait peut-être de tisser des liens avec les divers centres de liaison opérationnels et les comités nationaux de coordination de la sous-région. On pourrait envisager la réalisation d'une série de films ou de programmes de radio destinés à une large diffusion dans un effort visant à assurer une plus grande prise de conscience du programme de la Décennie et de sa contribution potentielle au progrès socio-économique de la région.